

ÉDITO

# Notre ami le Maroc

Par **Alexandre Medvedowsky**



Alexandre MEDVEDOWSKY est un ancien élève de l'École Nationale d'Administration (promotion Denis Diderot, 1984-1986).

Magistrat au Conseil d'Etat à partir de 1986, il siège au cabinet de Laurent Fabius alors

président de l'Assemblée Nationale de 1990 à 1992. De 1998 à 2001, il est professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille III et enseigne à l'IEP de Paris jusqu'en 2006. Il a été conseiller des Bouches-du-Rhône de 1998 à mars 2015. Nommé conseiller d'Etat en juillet 2001, il rejoint ESL & Network Holding la même année et intègre le Directoire d'ESL & Network Holding, dont il est nommé président le 1er janvier 2013. Il a été élu président du SYNFIIE, le syndicat français de l'intelligence économique en mai 2014.

Vendredi 8 septembre vers 23h, la terre a tremblé très fortement au cœur du Royaume du Maroc à une soixantaine de kilomètres de Marrakech, frappant durement nos amis marocains. J'en ai été prévenu assez tôt, parce que nous avons d'une part une équipe d'une vingtaine de personnes sur place, animée par Florent de Chanterac, senior advisor de notre cabinet et manager de notre bureau à Dubaï, menant une mission de grande envergure à Marrakech ; et d'autre part une filiale d'ESL au Maroc dédiée aux affaires publiques et à l'intelligence économique, ouverte au lendemain de la COP22 à laquelle nous avons contribué.

Une fois rassuré sur l'état de l'ensemble des participants au projet (prestataires et équipe du ministère notamment), j'ai mesuré dans les heures qui ont suivi combien le Royaume du Maroc et son peuple étaient frappés dans leur chair par l'ampleur des dégâts matériels qui touchent la ville de Marrakech et celle de Taroudant, mais aussi les villages de l'Atlas de la province d'Al Haouz, dont certains ont été entièrement détruits et où l'on compte le plus grand nombre de victimes. Au moment où j'écris ces quelques lignes, près de 3000 morts et de 6000 blessés ont endeuillé le Royaume, les familles, nos amis.

Je tiens à témoigner du soutien de tout notre groupe, de nos collaborateurs au peuple Marocain. Nous y sommes implantés depuis 2015, date à laquelle j'ai créé notre filiale à Rabat. Nous y sommes toujours et je me sens profondément marocain. J'appelle tous les amis du Maroc à se mobili-

ser autour du Royaume et à apporter leur aide aux autorités marocaines.

Ce drame prend place à un moment où les relations diplomatiques entre le Maroc et la France connaissent un coup de froid que je déplore et qu'il faut savoir surmonter. Le Maroc est notre ami et les Marocains sont nos frères. Nous avons un passé commun, des échanges constants, des formations communes, une langue partagée. Le Maroc est probablement le pays où je me suis le plus souvent déplacé dans ma vie, et je ne crois pas être le seul français dans ce cas. Près de 2 millions de marocains vivent dans notre pays et contribuent à sa richesse, à sa culture, à nos valeurs. Lorsqu'on est ami, on peut bien-sûr ne pas être d'accord sur tout. Mais on doit se respecter et être d'accord sur l'essentiel. Et quand un ami souffre et connaît des périodes difficiles, il faut être à ses côtés, l'écouter et le reconforter. C'est à la France, à mon pays, de faire les efforts nécessaires et de dire à notre ami, le Royaume du Maroc, des choses fortes dans cette période. Je comprends la frustration vécue par

nos amis marocains dans une période récente sur la nouvelle politique de visas mise en œuvre par le gouvernement, pour des raisons que l'on peut entendre, bien sûr, mais qui ont pu heurter et être vécues par des gens qui nous aiment comme des mesures vexatoires, parfois humiliantes, et de rejet. Nous allons au Maroc librement. Les marocains doivent pouvoir faire de même et en tout cas ne pas être ostracisés.

Le Maroc mène par ailleurs un combat depuis près de 50 ans pour faire reconnaître sa souveraineté sur les territoires du Sahara occidental. En novembre 1975, je me souviens de cette grande marche verte pacifique initiée par Hassan II pour récupérer ces territoires qu'il estimait partie intégrante de son pays. Ces territoires sont désormais marocains. En 2022 et 2023, des avancées diplomatiques significatives sont intervenues en faveur de la reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur ces territoires du Sud. Si les USA et Israël ont notamment reconnu très clairement la souveraineté du Royaume sur ses territoires, 11 pays euro-



péens, dont 10 de l'Union Européenne (notamment l'Allemagne et l'Espagne), ont marqué leur soutien clair au plan d'autonomie présenté par le Maroc dès 2007 devant l'ONU, le considérant comme la base la plus sérieuse, réaliste et crédible pour la résolution de ce différend.

Nos amis marocains, tout le peuple marocain, attend de la France ce que l'on peut attendre d'un ami fidèle et historique. Rien ne justifie aujourd'hui que la diplomatie française ne se mette pas en mouvement comme l'ont fait d'autres pays avant nous. Je ne sous-estime en rien les points de vue des autres États de la Région, mais le chantage permanent que nous subissons depuis de nombreuses années sans contrepartie a, me semble-t-il, assez duré. Dans cette affaire, nous devons être aux côtés de nos amis et je me sens pour ma part résolument marocain. J'attends aujourd'hui de notre diplomatie et du Président Macron un mouvement dans ce sens..

Cela ne nous empêchera pas de dire à nos amis qu'il y a des comportements inacceptables entre nous, et l'affaire d'espionnage Pegasus fait partie de ceux-là. Mais nous serons d'autant plus crédibles à le dire que nous serons, nous-mêmes, irréprochables. Je veux dire ce soir une nouvelle fois au Maroc et aux marocains toute mon émotion et ma sympathie face au drame qui les touche dans leur chair. Nous sommes tous mobilisés pour vous aider. Vous pouvez compter sur nous, sur vos amis. La France est votre amie ●



## REGARD D'EXPERT

# G 20 - projet de couloir logistique reliant l'Inde, le Moyen Orient et l'Europe

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Saoudite, la Jordanie et Israël en transport ferroviaire, avant d'atteindre l'Europe en bateau. Baptisé IMEC (India Middle East Europe Economic Corridor), le plan vise officiellement à faciliter le commerce de marchandises et d'énergies renouvelables via des câbles, y compris de l'hydrogène à exporter par des canalisations le long des voies ferrées qui seront construites entre ces différentes régions. Un projet avantageux pour Washington, qui peut ainsi laisser se créer une alliance entre pays alliés sans trop s'impliquer. Selon certains

N'ayant pu se prévaloir de rassembler les économies émergentes du G20 autour d'une position forte contre la Russie ou sur le climat, les Occidentaux ont brandi une autre victoire : le président Biden a dévoilé samedi dernier un important projet de couloir logistique visant à relier l'Inde, le Moyen-Orient et l'Europe par des chemins de fer, des lignes maritimes, des pipelines et des câbles à haut débit.

Alors qu'un protocole d'accord a été signé entre les États-Unis, l'Inde, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Union Européenne, la France, l'Allemagne et l'Italie, le locataire de la Maison Blanche a déclaré qu'Israël et la Jordanie feraient aussi partie de cette initiative, qu'il a vantée comme historique. Il a ajouté que le corridor offrirait des opportunités infinies aux pays concernés, rendant le commerce et l'exportation d'énergie propre plus faciles et connectant les communautés, contribuant ainsi à un Moyen-Orient plus stable et prospère.

Quelques incertitudes planent encore, comme le budget ou les routes exactes du projet, qui devraient être discutées au cours des deux prochains mois. En tout cas, celles-ci devraient suivre une trajectoire simple de plus de 4 800 km, qui partirait des côtes indiennes par la mer pour arriver aux Émirats, traversant ensuite l'Arabie







observateurs, les États-Unis et l'Europe comprennent que leur modèle de relation avec l'Asie du Sud et le Moyen-Orient est obsolète, car ils ne peuvent plus dicter à ces pays ce qu'ils doivent faire. Ils adoptent donc une approche plus inclusive, faisant en sorte que les pays de la région deviennent des partenaires égaux entre eux.

Le tout avec un but implicite : concurrencer la Belt and Road Initiative (BRI) de la Chine et ses ambitions tentaculaires de relancer les anciennes routes de la soie. Il n'y a sans doute aucun hasard dans le fait que l'IMEC ait été dévoilé à un mois de la prochaine conférence de la BRI à Pékin. Dans ces deux entreprises concurrentes, l'objectif est de faciliter le contrôle des flux commerciaux tout en gagnant en influence, alors que Washington est accusé de s'être désengagé du Moyen-Orient ces dernières années.

L'IMEC présente aussi une aubaine pour les pays du Golfe avec leur position au centre du corridor, les muant en plaques tournantes des échanges entre l'Asie et l'Europe. Ces États pourraient en effet être davantage en mesure de devenir des pôles de transport et de commerce reliant les trois continents. Et comme ils font déjà partie de la BRI, il y aura sans doute une concurrence entre les deux projets, qui dépendront des pétromonarchies pour leur bon fonctionnement, leur donnant ainsi de nouveaux leviers auprès des différentes parties prenantes. La semaine précédente, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, se rendait à Abou Dhabi pour y rencontrer Mohamed ben Zayed afin de discuter de l'IMEC.

Un déplacement qui s'inscrivait avant tout dans

le cadre de visites de hauts responsables américains et européens destinées à convaincre les EAU de mettre un frein à leur coopération avec la Russie. L'IMEC donne ainsi l'occasion à la fédération émiratie de rassurer les Occidentaux.

Lors du G20, Joe Biden a remercié les Émirats pour leur impulsion dans la création du projet. Remercier publiquement les EAU est un geste de bonne volonté, mais aussi un signal que la plupart des intérêts émiratis et américains se chevauchent et que la force des relations indo-émiraties a finalement rendu cette initiative possible, ce qui rime avec la grande stratégie américaine pour cette région.

Dans cette perspective régionale, la participation prévue d'Israël à l'IMEC est significative, alors que Washington pousse pour un établissement rapide des relations entre l'État hébreu et le royaume saoudien. Le plan permet ainsi à Riyad de se rapprocher de Tel Aviv tout en évitant d'officialiser une normalisation qui présente encore de nombreux obstacles.

Les échanges entre les deux pays devraient en effet transiter par la Jordanie. Face à son voisin émirati qui a signé les accords d'Abraham en 2020 déjà, l'Arabie Saoudite cherche néanmoins à se positionner en force. Le prince héritier Mohamed ben Salman ambitionne, malgré la concurrence régionale, de faire de son pays un hub dans tous les secteurs : commerce, transport, technologie, énergie fossile et décarbonée, sport, culture... Alors que les Émirats jouissent déjà de flux commerciaux et financiers importants à l'international, l'activisme de MBS pour mieux connecter son royaume au

reste du monde va certainement davantage porter ses fruits dans le cadre d'un projet comme l'IMEC, qui apparaît comme nouveau, tout comme les initiatives du dirigeant saoudien.

On peut dire que les États du Golfe comme l'Inde sont les plus grands gagnants de l'IMEC, car ils deviennent la cheville ouvrière d'un corridor économique et commercial soutenu par l'Occident, tout en étant simultanément capables de préserver leur autonomie stratégique.

Sur le plan économique, le projet pourrait donner une impulsion au plan du gouvernement Modi visant à stimuler les exportations du sous-continent, ces dernières ayant décliné de 22% en juin par rapport à l'année précédente. L'Inde espère profiter de l'IMEC pour pallier ce déclin et bénéficier d'un accès plus facile à l'Europe et au Moyen-Orient. La politique de l'Inde visant à stimuler ses exportations, en particulier de marchandises manufacturées, sera au cœur des discussions lors de la conférence sur la BRI à Pékin.

Un projet aussi vaste et ambitieux ne va pas sans challenges. La coopération entre des pays aussi différents et souvent en concurrence risque d'être complexe. Toutefois, s'ils réussissent à mettre de côté leurs différends, le corridor pourrait changer la face du commerce mondial et des relations interétatiques. La balle est maintenant dans le camp des leaders des pays impliqués pour décider comment concrétiser cette vision ●

## REGARD D'EXPERTE

# Stade de France : du simple terrain à l'agora contemporaine

Par Oumaïma Asri



Titulaire d'un Bachelor en affaires économiques et financières, Oumaïma ASRI obtient un double Master en Communication politique et institutionnelle, délivré par Sciences Po Grenoble et l'Institut de

Communication et des Médias de Grenoble. Formation durant laquelle elle étudie la communication politique et stratégique.

« Il ne faut pas politiser le sport » déclarait le président de la République en novembre dernier, alors que l'annonce de sa possible visite au Qatar pour la coupe du monde de football suscitait de vives réactions. Le 8 septembre, tout prêtait à croire que la cérémonie de lancement de la coupe du monde de rugby illustrerait le rayonnement culturel et sportif du pays à l'international. Mais c'était sans compter l'arrivée du chef d'Etat, sifflé et hué lors de son discours. Une séquence saluée par l'opposition et suscitant 13.4k mentions pour 731k engagements dans l'espace digital.

### En France : un événement clivant ravivant les frustrations

Dans le périmètre linguistique francophone sur Twitter, une grande partie des utilisateurs a suivi cet événement en temps réel et les réactions se sont aussitôt multipliées. L'univers sémantique lié au mondial de rugby intégrait quant à lui de nombreux hashtags dédiés à cet incident.



Au sein de l'opposition, les réactions parvenaient notamment des Insoumis tels que Manuel Bompard, qui a manifesté son enthousiasme via la déclaration suivante : « *Le roi Macron hué par le peuple français ! Nous ne le laisserons jamais tranquille !* » Le député LFI, Bastien Lachaud ajoutait quant à lui : « *Le peuple n'oublie pas les insultes et la réforme des retraites. Il a eu l'accueil qu'il mérite.* »

À l'inverse, le député Renaissance Robin Reda exprimait son mécontentement face à la situation « *siffler le Président c'est insulter son propre pays, aux yeux du monde* » tandis que le député Mathieu Lefèvre ajoutait : « *Siffler le président de la République, c'est siffler la France.* »







## À l'international : l'annonce d'une « humiliation » à grande échelle

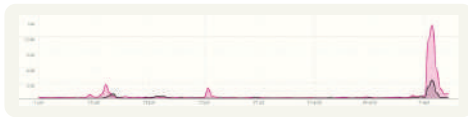
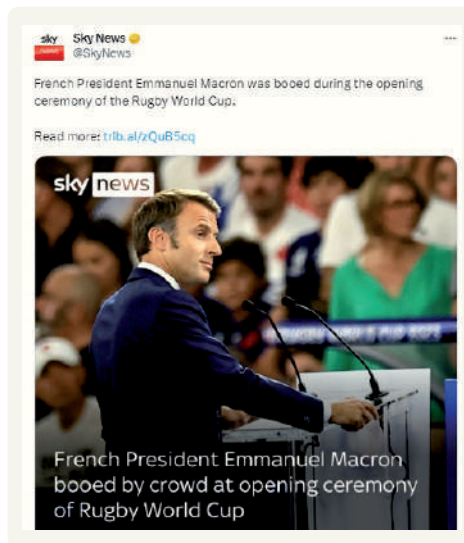


Fig.1 : Volumétrie globale des mentions relatives au discours hué du président de la république, dans le périmètre linguistique francophone et à l'international (Juin à septembre 2023)

Si la cérémonie n'a pas échappé au regard des amateurs de rugby qui se sont donnés rendez-vous pour suivre le match des Bleus contre les All Blacks, cette « humiliation » a dépassé la communauté de sportifs pour générer des retombées notamment au sein de médias grand public aux quatre coins du monde. De simples relais médiatiques, qui se sont retrouvés mêlés à l'instrumentalisation de cette situation par des militants politiques à l'international. Parmi ces réactions à chaud, l'entrepreneur se qualifiant comme pro-Brexit, Jim Ferguson, a publié un tweet dans lequel il déclare « Macron est hué par tout un stade. Sa popularité est au plus bas alors que les gens se rendent compte qu'il sert son président allemand Klaus Schwab du Forum économique mondial et non le peuple français. »



L'enchaînement des événements sportifs marqués par le mécontentement des supporters porte à croire que le Stade de France s'apparente désormais à une réelle agora, dans laquelle les frustrations et protestations trouvent le moyen de s'exprimer.



À ballon rond ou ovale, ces sports populaires ne peuvent visiblement plus se défaire du poids politique qui leur est attribué. ●

### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.